



## Arrêt

**n° 97 171 du 14 février 2013  
dans l'affaire X/ III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration  
et d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à  
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 6 août 2011, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation d'un ordre de quitter le territoire, pris le 10 juillet 2011.

Vu le titre I<sup>er</sup> bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 janvier 2013 convoquant les parties à l'audience du 31 janvier 2013.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me B. BILLET, avocat, qui comparaît avec la partie requérante, et Me G. WITZENBURG loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1.1. Le 1<sup>er</sup> juin 2009, le requérant a déclaré son arrivée en Belgique auprès de l'administration communale de Saint-Gilles. Après avoir quitté le territoire du Royaume à une date que le dossier administratif ne permet pas d'établir, il a déclaré son arrivée auprès de l'administration communale d'Anderlecht, le 22 juin 2011.

« article 7, al. 1er, 8° : exerce une activité professionnelle en subordination sans être en possession de l'autorisation requise à cet effet; *flagrant délit de travail au noir.*  
Pas de permis de travail - PV n° sera rédigé par l'ONEM ».

La partie requérante prend un moyen unique de la violation de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

### 3. Discussion.

3.2. En l'espèce, la décision attaquée est fondée sur le constat que le requérant « exerce une activité professionnelle en subordination sans être en possession de l'autorisation requise à cet effet ».

X - Page 2

nullement à l'examen du dossier administratif, en telle sorte que la partie requérante reste en défaut de contester utilement la motivation de la décision attaquée.

Pour le surplus, le Conseil s'interroge sur l'intérêt de la partie requérante à son argumentation dès lors qu'elle admet, tant en termes de requête qu'à l'audience, que le requérant ne dispose d'aucune autorisation de travail en Belgique, que ce soit dans le cadre d'un travail salarié ou indépendant.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen n'est pas fondé.

#### **4. Débats succincts.**

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

#### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article unique.**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatorze février deux mille treize par :

Mme N. RENIERS,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme N. SENEGERA

Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

N. SENEGERA

N. RENIERS